

AURIS

société anonyme - société d'investissement à capital variable

Siège social : 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Grand-Duché de Luxembourg

Titre I. Raison sociale - Siège Social - Durée - Objet

Art. 1. Raison Sociale. Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination d'**AURIS** (ci-après la « **Société** »).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, des filiales, ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Le siège social de la Société peut être transféré au sein de la même municipalité, par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales ; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds disponibles en valeurs mobilières de toute sorte et autres actifs autorisés par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 portant sur les organismes de placement collectif, telle que pouvant être modifiée à l'occasion (la « **Loi** »), dans le but de diversifier les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Partie I de la Loi.

Titre II. Capital Social - Actions - Valeur Nette d'Inventaire

Art. 5. Capital Social - Catégories d'Actions. Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans valeur nominale, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société conformément à l'Article 11 des présents Statuts. Le capital social initial à la constitution de la société s'élève à trente et un mille euros (31 000 EUR) représentés par trois cent dix (310) actions sans valeur nominale. Le capital social minimum de la Société sera d'un million deux cent cinquante mille euros (1 250 000 EUR).

Les actions à émettre conformément à l'Article 7 ci-dessous pourront, au choix du conseil d'administration, être émises, dans différentes catégories. Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi dans des valeurs mobilières de toute nature et dans d'autres actifs autorisés par la loi, suivant la politique d'investissement déterminée par le conseil d'administration pour les Compartiments (tel que défini ci-après), établis pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi ou adoptées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration établira un portefeuille d'actifs constituant un compartiment (« **Compartiment** ») au sens de l'article 181 de la Loi pour chaque catégorie d'actions ou pour plusieurs catégories d'actions. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque Compartiment sera investi pour le bénéfice exclusif de la (des) catégorie(s) d'actions concernée(s). La Société constitue une seule et même entité juridique. Les droits des actionnaires et créanciers concernant un Compartiment ou naissant dans le cadre de la création, l'exploitation ou la liquidation d'un Compartiment sont limités aux actifs de ce Compartiment, et les actifs d'un Compartiment sont uniquement disponibles afin de satisfaire les droits des investisseurs concernant ce Compartiment et les droits des créanciers dont les créances sont nées dans le cadre de la création, de l'exploitation ou de la liquidation de ce Compartiment.

Pour déterminer le capital de la Société, les actifs nets correspondant à chaque catégorie d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en Euros, convertis en Euros et le capital sera égal au total des actifs nets de toutes les catégories d'actions.

Art. 6. Forme des Actions.

(1) Les actions sont uniquement émises sous forme nominative.

(2) Les actions de la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société ; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il a été communiqué à la Société, le nombre d'actions nominatives qu'il détient et le montant payé sur chacune de ces actions.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives. La Société décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si celui-ci recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire.

Les certificats d'actions (le cas échéant) seront signés par deux administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit par facsimilé. Toutefois, une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration ; dans ce cas, la signature de la personne autorisée devra être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le conseil d'administration.

(3) Le transfert d'actions nominatives se fera (i) si des certificats d'actions ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats d'actions nominatives et de tous autres documents de transfert exigés par la Société, ou bien (ii) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement

constitué pour agir en leur nom. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actionnaires, une telle inscription devant être signée par un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le conseil d'administration.

(4) Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite sur le registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à toute autre adresse fixée par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Celui-ci pourra à tout moment faire modifier l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à toute autre adresse fixée par celle-ci à l'occasion.

(5) Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra exiger. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus de valeur.

Les certificats endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par de nouveaux certificats.

La Société peut, à sa discrétion, facturer à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission du certificat de remplacement et son inscription au registre des actionnaires ou avec la destruction de l'ancien certificat.

(6) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à l'action jusqu'à ce que cette personne ait été désignée.

(7) La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions jusqu'au nombre de décimales qui sera déterminé par le conseil d'administration. Une fraction d'action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la catégorie d'actions concernée.

Art. 7. Émission des Actions. Le conseil d'administration est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation des actions nouvelles entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut, à tout moment, émettre différentes catégories d'actions dans un ou plusieurs Compartiments, qui peuvent être différentes, entre autres, quant à leur structure de frais, procédures de souscription et/ou de rachat, exigences minimales d'investissement et/ou de détention initiales et ultérieures, type d'investisseurs cibles et politique de distribution s'appliquant à elles tels qu'étant décrits plus en détail dans les documents de vente.

Le conseil d'administration peut, à tout moment, restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans une catégorie ; le conseil d'administration peut, notamment, décider que les actions d'une catégorie seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans les documents de vente des actions de la Société.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action sera équivalent à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée dans le Compartiment concerné, déterminée conformément à l'Article 11 ci-dessous en date du Jour d'Évaluation (tel que défini à l'Article 12 ci-dessous) comme déterminé conformément à la politique que le conseil d'administration pourra établir de temps en temps. Ce prix sera majoré des commissions de vente applicables, telles qu'approuvées à l'occasion par le conseil d'administration. Le prix ainsi déterminé sera payable pendant une période maximale prévue dans les documents de vente des actions et qui ne pourra être supérieure à dix jours ouvrés bancaires après le Jour d'Évaluation.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir en paiement le prix des nouvelles actions nouvelles à émettre et de les délivrer. Dans le cas où des actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut racheter les actions émises tout en se réservant le droit de réclamer ses frais d'émission et commissions.

La Société pourra accepter d'émettre des actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation d'un réviseur d'entreprises agréé de la Société et à condition que ces valeurs soient compatibles avec l'objectif, la politique et les restrictions d'investissement du Compartiment auquel elles ont été apportées.

Art. 8. Rachat des Actions. Tout actionnaire a le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient, selon les modalités fixées par le conseil d'administration dans les documents de vente des actions et dans les limites imposées par la loi et par les présents Statuts.

Le prix de rachat par action sera payable pendant une période maximale telle que prévue par les documents de vente des actions qui n'excédera pas cinq jours ouvrables à partir du Jour d'Évaluation applicable, conformément à la politique fixée de temps en temps par le conseil d'administration, pourvu que les certificats d'actions, s'il y en a, et les documents de transfert aient été reçus par la Société, le tout sans préjudice des dispositions de l'Article 12 des présentes.

Le prix de rachat sera équivalent à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée, déterminée conformément aux dispositions de l'Article 11 ci-dessous, diminuée des frais et commissions (s'il y a lieu) au taux fixé par les documents de vente des actions. Ce prix de rachat pourra être arrondi vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée, comme le déterminera le conseil d'administration.

Au cas où une demande de rachat d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions qu'un actionnaire détient dans une catégorie d'actions concernée en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé(e) par le

conseil d'administration, la Société pourra obliger cet actionnaire au rachat de toutes ses actions relevant de cette catégorie d'actions.

En outre, si au Jour d'Évaluation donné, les demandes de rachat faites conformément à cet Article et les demandes de conversion faites conformément à l'Article 9 ci-dessous dépassent un certain seuil déterminé par le conseil d'administration par rapport au nombre d'actions en circulation dans une catégorie d'actions déterminée, le conseil d'administration peut décider que le rachat ou la conversion de tout ou partie de ces actions sera reporté pendant une période et aux conditions déterminées par le conseil d'administration, eu égard à l'intérêt de la Société. Ces demandes de rachat et de conversion seront traitées, lors du Jour d'Évaluation suivant cette période, prioritairement aux demandes introduites postérieurement.

La Société aura le droit, si le conseil d'administration le décide, et avec le consentement exprès des actionnaires concernés, d'effectuer le paiement en nature du prix de rachat à un actionnaire en lui allouant les actifs du portefeuille afférent à cette (ces) catégorie(s) d'actions correspondant à la valeur (calculée selon la méthode décrite à l'Article 11 ci-dessous) au Jour d'Évaluation auquel le prix de rachat de la valeur des actions rachetées est calculé. La nature et le type d'actifs qui seront transférés dans un tel cas seront déterminés de façon honnête et équitable et sans porter préjudice aux intérêts des autres détenteurs d'actions de la (des) catégorie(s) et l'évaluation utilisée sera confirmée par un rapport spécial de l'auditeur de la Société. Les frais d'un tel transfert seront supportés par le cessionnaire.

Toutes les actions rachetées seront annulées.

Art. 9. Conversion des Actions. Sauf si le conseil d'administration décide qu'il en soit autrement pour certaines catégories d'actions, tout actionnaire est autorisé à demander la conversion de tout ou partie de ses actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie. Le conseil d'administration pourra imposer les restrictions qu'il estimera nécessaires quant à la fréquence, aux modalités et au paiement des frais et commissions.

Le prix de conversion des actions d'une catégorie à une autre sera calculé par référence à la valeur nette d'inventaire respective des deux catégories d'actions concernées, calculée le même Jour d'Évaluation.

Au cas où une conversion d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions qu'un actionnaire détient dans une catégorie déterminée en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé(e) par le conseil d'administration comme le niveau minimum approprié pour le Compartiment ou la catégorie concerné(e), la Société pourra obliger cet actionnaire à convertir toutes ses actions relevant de cette catégorie.

Les actions, dont la conversion en actions d'une autre catégorie a été effectuée, seront annulées.

Art. 10. Restrictions à la Propriété des Actions. La Société pourra restreindre ou empêcher la possession de ses actions par toute personne, firme ou société, si, de l'avis de la Société, une telle possession (i) peut être préjudiciable pour la Société, (ii) si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, au Luxembourg ou à l'étranger, (ii) s'il en résultait que la Société serait soumise à des désavantages fiscaux ou d'autres désavantages financiers qui n'auraient pas été subis autrement ou (iv) si cette personne,

firme ou société ne respecte pas les critères d'éligibilité d'une catégorie d'actions donnée. Cette personne, firme ou société telle que déterminée par le conseil d'administration est désignée dans les présents Statuts par « Personne Restreinte ». Aux fins des présents statuts, les Personnes Restreintes incluent, sans s'y limiter (i) tout « Ressortissant des États-Unis » tel que ce terme est défini dans les présentes, (ii) toute personne ne remplissant pas les conditions de la catégorie d'actions concernée ou (iii) toute personne détenant des actions de catégories réservées aux Investisseurs Institutionnels tels que définis par la Loi qui ne remplit pas les conditions requises pour être un Investisseur Institutionnel. Aux fins de ce qui précède, « Ressortissant des États-Unis » a la signification donnée à la Réglementation S de la Loi des États-Unis sur les Titres de 1933, telle que modifiée, signifiant tout ressortissant, citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique ou d'un quelconque de ses territoires ou possessions ou régions soumis à sa juridiction ou toute personne qui y réside normalement (y compris le patrimoine de tout(e) personne, société ou partenariat y étant créé(e) ou constitué(e)).

À cet effet, la Société pourra :

A.- refuser l'émission d'actions lorsqu'il apparaît que l'inscription du transfert d'actions aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété d'actions à une Personne Restreinte ; et

B.- à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des actionnaires, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir véritablement à une Personne Restreinte ;

C.- pourra refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de toute Personne Restreinte ; et

D.- s'il apparaît à la Société qu'une Personne Restreinte, seule ou conjointement à d'autres personnes, est le bénéficiaire véritable d'actions de la Société, celle-ci pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire, en respectant la procédure suivante :

(1) La Société enverra un avis à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter ; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, la manière suivant laquelle le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis sera envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite dans les registres de la Société. L'actionnaire en question sera obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans un tel avis ; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé du registre des actionnaires ; s'il s'agit d'actions au porteur, le ou les certificats représentatifs de ces actions seront annulés.

(2) Le prix auquel chaque action spécifiée dans l'avis de rachat sera rachetée sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée au Jour d'Évaluation

déterminé par le conseil d'administration pour le rachat d'actions de la Société et qui précédera immédiatement la date de l'avis de rachat ou suivra immédiatement la remise du ou des certificats représentant les actions spécifiées dans cet avis, en prenant le prix le moins élevé, le tout ainsi que prévu à l'Article 8 ci-dessus, déduction faite des commissions qui y sont également prévues.

(3) Le paiement du prix de rachat à l'ancien propriétaire sera effectué en la monnaie déterminée par le conseil d'administration pour le paiement du prix de rachat des actions de la catégorie concernée ; le prix sera déposé pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis de rachat), après détermination finale du prix de rachat suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat accompagnés des coupons non échus. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire des actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses actifs, à l'exception du droit de recevoir le prix d'achat (sans intérêts) déposé à la banque après remise effective du ou des certificats d'action susmentionnés. Aucun produit du rachat à recevoir par un actionnaire en vertu du présent paragraphe, mais non recouvré dans un délai de cinq ans à compter de la date spécifiée dans la notification d'achat, ne peut être réclamé passé ce délai et reviendra à la ou les catégorie(s) d'actions concernée(s) du Compartiment en question. Le conseil d'administration pourra, à l'occasion, prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre effectif un tel retour et pour autoriser une telle action pour le compte de la Société.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions par une personne ou que la propriété réelle des actions serait autre que celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Art. 11. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action. La valeur nette d'inventaire par action de chaque catégorie d'actions sera calculée dans la devise de référence (telle que définie dans les documents de vente des actions) du Compartiment concerné et, dans la mesure où cela s'applique au sein d'un Compartiment, sera exprimé dans la devise de dénomination de la catégorie d'actions concernée. La valeur nette d'inventaire par action de chaque catégorie d'actions sera déterminée par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Évaluation les actifs nets de la Société correspondant à chaque catégorie d'actions, constituée par la portion des actifs moins la portion des engagements attribuables à cette catégorie d'actions au Jour d'Évaluation concerné, par le nombre d'actions de cette catégorie en circulation à ce moment, le tout en conformité avec les règles d'évaluation décrites ci-dessous. La valeur nette d'inventaire par action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas au 1/100 le plus proche de la devise concernée tel que le conseil d'administration le déterminera. Si depuis la date de détermination de la valeur nette d'inventaire, une modification importante des cours sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements attribuables à la catégorie d'actions concernée sont négociés ou cotés, est intervenue, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation en vue de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire des différentes catégories d'actions se fera de la manière suivante :

I. Les actifs de la Société comprendront :

- 1) tous les dépôts à terme, instruments du marché monétaire, espèces en caisse, espèces à recevoir ou contributions en espèces y compris les intérêts courus ;
- 2) toutes les dettes devant être payées sur présentation de celles-ci tout comme toute autre créance pécuniaire y compris les demandes de paiement du prix d'achat n'étant pas encore satisfaites découlant de la vente des actions du fonds d'investissement ou d'autres actifs.
- 3) toutes les actions du fonds d'investissement ;
- 4) tous les dividendes et les distributions à recevoir par la Société, dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en actif connaissance ;
- 5) tous les intérêts courus sur les actifs qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces actifs ;
- 6) tous les droits financiers découlant de l'utilisation d'instruments dérivés ;
- 7) les dépenses prévisionnelles de la Société, pour autant que celles-ci n'aient pas été déduites, à la condition que ces dépenses prévisionnelles puissent être amorties directement du capital de la Société ;
- 8) tous les autres actifs, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces actifs sera déterminée de la manière suivante :

- 1) Les fonds d'investissement sont évalués à leur valeur nette d'inventaire.
- 2) Les actifs liquides sont évalués à leur valeur nominale majorée des intérêts courus.
- 3) Les dépôts à terme sont évalués à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. Les dépôts à terme ayant une durée originale supérieure à 30 jours peuvent être évalués à leur prix de rendement ajusté s'il a été conclu un accord entre la Société et la banque auprès de laquelle le dépôt à terme est investi prévoyant que les dépôts à terme puissent être résiliés à tout moment et que le prix de rendement ajusté corresponde à la valeur de réalisation.
- 4) Les effets de commerce sont évalués à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. Les effets de commerce ayant une durée originale supérieure à [90] jours peuvent être évalués à leur prix de rendement ajusté s'il a été conclu un accord entre la Société et la banque auprès de laquelle l'effet de commerce est investi prévoyant que les effets de commerce puissent être résiliés à tout moment et que le prix de rendement ajusté corresponde à la valeur de réalisation.
- 5) Les titres ou instruments financiers admis à la cote officielle sur un marché réglementé sont évalués sur la base du dernier cours de clôture au moment de l'évaluation. Si le même titre est coté sur un marché réglementé, la cotation sur le marché principal pour ce titre sera utilisée. S'il n'existe aucune cotation pertinente ou si

les cotations ne sont pas représentatives de leur valeur réelle, l'évaluation sera effectuée en toute bonne foi par le conseil d'administration ou son délégué.

6) Les titres ou instruments financiers non cotés sont évalués sur la base de leur valeur de réalisation éventuelle telle que déterminée par le conseil d'administration ou leur délégué à l'aide des principes d'évaluation pouvant être examinés par le réviseur d'entreprise agréé de la Société, afin d'obtenir une évaluation appropriée et juste de l'ensemble des actifs de chaque Compartiment.

7) Tous les autres actifs sont évalués sur la base de leur cours acheteur éventuel tel que déterminé par le conseil d'administration ou leur délégué à l'aide des principes d'évaluation pouvant être examinés par le réviseur d'entreprise agréé de la Société, afin d'obtenir une évaluation appropriée et juste de l'ensemble des actifs de chaque Compartiment.

8) Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré doivent être évalués à leur « juste valeur » conformément à la Circulaire CSSF 08/356.

9) Les unités ou actions du Fonds Maître seront évaluées à leur dernière valeur nette d'inventaire déterminée et disponible.

S'il est impossible ou incorrect d'effectuer une évaluation conformément aux règles ci-dessus en raison de circonstances particulières, le conseil d'administration ou leur délégué seront autorisés à utiliser d'autres principes d'évaluation généralement reconnus pouvant être examinés par un réviseur d'entreprise agréé, afin d'obtenir une évaluation appropriée de l'ensemble des actifs de chaque Compartiment.

II. Les engagements de la Société comprendront :

1) tous les prêts, lettres de change et autres sommes dues, y compris les dépôts de garantie tels que les comptes sur marge, etc. en rapport avec l'utilisation d'instruments dérivés ; et

2) tous les frais administratifs dus ou encourus, y compris les frais de constitution et d'enregistrement aux bureaux d'enregistrement tout comme les frais juridiques, frais d'audit, tous les frais de la société de gestion, l'agent administratif, le gestionnaire d'investissements (le cas échéant), le dépositaire et tous les autres représentants et agents de la Société, les coûts des publications obligatoires, les documents de vente des actions de la Société, les conclusions de transactions et autres documents qui sont mis à disposition des actionnaires. Si les tarifs convenus entre la Société et les prestataires de services employés (tels que la société de gestion, l'Agent Administratif, et le Dépositaire ou le gestionnaire d'investissements) pour ces services sont différents selon les catégories individuelles, les tarifs différents correspondants seront exclusivement facturés à la catégorie respective ; et

3) tous les engagements connus, dus ou non, y compris les dividendes qui ont été déclarés mais pas encore payés ; et

4) une somme raisonnable prévue pour les impôts, calculée le jour de l'évaluation tout comme les autres provisions et réserves approuvées par le conseil d'administration ; et

5) tous les autres engagements de la Société, de toute nature, vis-à-vis de tiers ; toutefois, chaque Compartiment sera exclusivement responsable pour l'ensemble des dettes, engagements et obligations lui étant attribuables.

En vue d'évaluer ses engagements, la Société peut inclure toutes les dépenses administratives et autres, régulières ou périodiques, en évaluant ces dernières pour tout l'exercice ou pour toute autre période et en affectant le montant résultant proportionnellement au temps écoulé respectif. La méthode d'évaluation peut uniquement s'appliquer aux frais administratifs ou autres relatifs à toutes les actions à parts égales.

III. Les actifs seront affectés comme suit :

Le conseil d'administration établira un Compartiment correspondant à une catégorie d'actions et pourra établir un Compartiment correspondant à plusieurs catégories d'actions de la manière suivante :

a) Si plusieurs catégories d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les actifs attribués à ces catégories seront investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné ;

b) Les produits résultant de l'émission d'actions relevant d'une catégorie d'actions seront attribués dans les livres de la Société au Compartiment établi pour cette catégorie d'actions, et le montant correspondant augmentera la proportion des actifs nets de ce Compartiment attribuable à la catégorie d'actions à émettre ;

c) Les actifs, engagements, revenus et frais relatifs à un Compartiment seront attribués à la ou aux catégories d'actions émises concernant ce Compartiment, conformément aux dispositions susmentionnées au point (a) ;

d) Lorsqu'un actif découle d'un autre actif, ce dernier actif sera attribué, dans les livres de la Société, à la ou aux mêmes catégories d'actions auxquelles appartient l'actif dont il découle, et à chaque nouvelle évaluation d'un actif, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la ou aux catégories d'actions concernées ;

e) Lorsque la Société supporte un actif ou un engagement qui ne peut pas être attribué à une catégorie particulière d'actions, cet actif ou engagement sera attribué à toutes les catégories d'actions, en proportion de la valeur nette d'inventaire des catégories d'actions concernées ou de toute autre manière que le conseil d'administration déterminera de bonne foi, à condition que (i) si les actifs, pour le compte de plusieurs Compartiments sont détenus sur un compte et/ou sont co-gérés en tant que groupes d'actifs distincts par l'agent du conseil d'administration, le droit respectif de chaque catégorie d'actions corresponde à la partie au prorata résultant de la contribution de la catégorie d'actions concernée sur le compte ou groupe en question, et (ii) le droit varie conformément aux contributions et retraits effectués pour le compte de la catégorie d'actions, comme il est décrit dans les documents de vente des actions de la Société ;

f) À la suite de distributions faites aux détenteurs d'actions d'une catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire de cette catégorie d'actions sera réduite du montant de ces distributions.

Toutes les règles d'évaluation et les définitions seront interprétées et effectuées en conformité avec les principes comptables généralement admis.

En l'absence de mauvaise foi, négligence grossière ou erreur manifeste, toute décision relative au calcul de la valeur net d'inventaire prise par le conseil d'administration ou par toute banque, société ou autre organisation que le conseil d'administration peut désigner en vue de calculer la valeur nette d'inventaire, sera définitive et opposable à la Société et aux actionnaires actuels, passés ou futurs.

IV. Pour les besoins de cet Article :

a) les actions en voie de rachat par la Société conformément à l'Article 8 ci-dessus seront considérées comme actions émises et existantes jusqu'immédiatement après l'heure, fixée par le conseil d'administration, pour conduire l'évaluation, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix soit payé, considérées comme engagement de la Société ; et

b) tous investissements, soldes en espèces et autres actifs exprimés autrement que dans la devise dans laquelle la catégorie d'actions concernée sera convertie au taux de change applicable au jour du calcul de la valeur nette d'inventaire, en tenant compte de leur valeur de marché ; et

c) A chaque Jour d'Évaluation, tous les achats et ventes de titres qui ont été conclus par la Société ce Jour d'Évaluation doivent être inclus dans l'évaluation dans la mesure du possible.

Art. 12. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Émissions, Rachats et Conversions d'Actions.

Dans chaque catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins deux fois par mois à la fréquence que le conseil d'administration décidera, tel jour ou moment de calcul étant défini dans les présents Statuts comme « Jour d'Évaluation ».

La Société peut suspendre provisoirement le calcul de la valeur nette d'inventaire par action d'une catégorie d'actions déterminée ainsi que l'émission et le rachat de ses actions à ses actionnaires tout comme la conversion des actions de chaque catégorie :

a) au cours de toute période (autre que les jours fériés usuels ou fermetures habituelles durant le week-end) durant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements d'un Compartiment est cotée ou négociée, est fermée ou durant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues ;

b) lorsqu'il existe une situation d'urgence par suite de laquelle le Compartiment ne peut pas disposer de ses investissements constituant une grande partie de ses actifs, ou s'il est impossible de transférer les fonds impliqués dans l'acquisition ou la cession des investissements aux taux de change normaux, ou s'il est impossible de déterminer raisonnablement la valeur de tous les actifs du Compartiment ;

- c) lorsque les moyens de communication qui sont nécessaires pour déterminer le prix des investissements d'un Compartiment ou les cours en bourse sont hors de service ;
- d) si pour une quelconque raison hors du contrôle du conseil d'administration, les prix de tout investissement détenu par le Compartiment ne peuvent être raisonnablement, rapidement ou précisément évalués ; ou
- e) lors de toute période pendant laquelle la remise de fonds dans le but d'acheter ou de vendre les investissements du Compartiment paiements dus pour le rachat d'actions ne peut, de l'avis du conseil d'administration, être effectuée à des taux de change normaux ;
- f) lors du calcul de la valeur nette d'inventaire d'un OPCVM/OPC dans lequel la Société a investi une partie importante des actifs d'un ou plusieurs Compartiments ou d'une ou plusieurs catégories est suspendue ou indisponible, ou si l'émission, le rachat ou la conversion des actifs ou unités de cet OPCVM ou autre OPC est suspendu(e) ou restreint(e) ;
- g) suite à la publication d'une convocation à une assemblée générale des Actionnaires afin de décider de la mise en liquidation ou fusion de la Société ou d'un ou de plusieurs Compartiment(s) ; ou
- i) durant toute période au cours de laquelle, selon l'avis des administrateurs de la Société, il existe des circonstances hors du contrôle de la Société où il serait impossible ou injuste vis-à-vis des Actionnaires de procéder à ceux-ci.

En outre, un Compartiment nourricier peut temporairement suspendre le rachat, le remboursement ou la souscription de ses actions, lorsque son OPCVM maître suspend temporairement le rachat, le remboursement ou la souscription de ses unités, que ce soit de sa propre initiative ou à la demande de ses autorités compétentes, pour une période identique à la période de suspension imposée à l'OPCVM maître.

La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion d'actions sera publiée dans un journal quotidien au Luxembourg et dans tout autre journal généralement disponible dans les juridictions où la Société est immatriculée.

Une telle suspension relative à une catégorie d'actions n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire par action, l'émission, le rachat et de conversion des actions de toute autre catégorie d'actions.

Toute demande de souscription, rachat ou conversion d'actions est irrévocable sauf en cas de suspension du calcul de la valeur net d'inventaire par action dans la catégorie d'actions ou le Compartiment concerné(e), auquel cas, les actionnaires peuvent remettre une notification de leur volonté d'annuler leur demande. Si aucune notification n'est reçue par la Société, une telle demande sera traitée le premier Jour d'Évaluation suivant l'expiration de la période de suspension.

Titre III. Administration et Surveillance

Art. 13. Administrateurs. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, plus particulièrement par les actionnaires réunis en assemblée générale annuelle pour une période se terminant en principe à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à la nomination et l'habilitation de leurs successeurs, à condition que tout administrateur puisse être révoqué avec ou sans motif et/ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Les actionnaires peuvent de plus fixer le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Dans le cas où un administrateur élu est une personne morale, un représentant permanent de cette personne morale devra être désigné comme membre du conseil d'administration pour agir au nom et à la place de la personne morale. Ce représentant permanent ne peut être révoqué par la personne morale que par la nomination d'un nouveau représentant permanent.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif ou remplacé à tout moment par l'adoption d'une résolution en assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur à la suite d'un décès, d'une démission ou de toute autre raison, les administrateurs restants ont le droit de se réunir et d'élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires qui prendra la décision finale concernant cette nomination.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui dressera les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera les réunions du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur et, en l'absence d'un administrateur, toute autre personne pour assumer la présidence de ces réunions.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera un directeur général, des directeurs généraux adjoints et tous autres directeurs dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. De telles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents Statuts n'en décident pas autrement, les directeurs auront les droits et obligations qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de

chaque administrateur par écrit ou par télégramme, facsimilé ou tout autre moyen de communication similaire. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à une réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télégramme, télex, facsimilé ou tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou d'autres moyens de communication similaires permettant que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre de manière permanente et une participation effective de toutes ces personnes à la réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Une réunion tenue à l'aide de tels moyens de communication est considérée comme étant tenue au siège social de la Société.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par la personne qui aura présidé la réunion. Les copies des extraits de ces procès-verbaux devant être produites en justice ou ailleurs seront signées valablement par le président de la réunion ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le président aura voix prépondérante.

Les résolutions adoptées par écrit et signées par tous les administrateurs ont le même effet que les résolutions votées lors des assemblées du conseil d'administration ; chaque administrateur devra approuver cette résolution par écrit, par télégramme, télex, facsimilé ou tout autre moyen de communication similaire. Une telle approbation devra être confirmée par écrit et tous les documents constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social de la Société, conformément à la politique d'investissement telle que prévue à l'Article 18 ci-dessous.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 16. Engagement de la Société vis-à-vis des Tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 17. Délégation de Pouvoirs. Le conseil d'administration de la Société peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir en tant que signataire autorisé de la Société), à la réalisation de tout acte conformément à la politique et à l'objet de l'entreprise, ainsi qu'à la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, qui auront les pouvoirs déterminés par le conseil d'administration et qui pourront, si le conseil d'administration l'autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs.

La Société a nommé une société de gestion (la « **Société de Gestion** ») comme sa société de gestion et lui a délégué tous les pouvoirs relatifs à la gestion des investissements, l'administration et la distribution de la Société. La Société de Gestion peut déléguer certaines de ses responsabilités à des parties affiliées et non-affiliées.

En particulier, la Société de Gestion peut conclure une ou plusieurs conventions de gestion des investissements avec un ou plusieurs gestionnaires des investissements les « **Gestionnaires des Investissements** », tels que décrits plus en détail dans les documents de vente des actions de la Société, qui devront fournir à la Société des recommandations ou conseils concernant la politique en matière d'investissement de la Société en vertu de l'Article 18 des présents Statuts et peuvent, selon une base quotidienne et sous le contrôle général de la Société de Gestion, pourront, à leur discrétion, acheter et vendre des titres et autres actifs de la Société en vertu des termes d'un accord écrit.

Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 18. Politiques et Restrictions en matière d'Investissement

Le conseil d'administration, sur la base du principe de diversification des risques et conformément à la Loi, a le pouvoir de déterminer (i) les politiques en matière d'investissement qui s'appliqueront à chacun des Compartiments, (ii) la stratégie de couverture qui s'appliquera à des catégories spécifiques d'actions au sein de Compartiments particuliers et (iii) la ligne de conduite de la gestion et des affaires commerciales de la Société, dans les limites des restrictions qui seront déterminées par le conseil d'administration conformément aux documents de vente et aux lois et réglementations applicables.

La Société peut en particulier acheter les titres/instruments du marché monétaire transférables admis sur une bourse officielle dans tout autre pays d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Océanie, des continents américains et d'Afrique, ou négocier sur tout autre marché réglementé, dans les pays susmentionnés, à condition que ce marché opère de manière régulière et soit reconnu et ouvert au public.

Conformément au principe de diversification des risques, la Société est autorisée à investir jusqu'à 100 % des actifs nets attribuables à chaque Compartiment en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre,

ses collectivités locales, un autre État membre de l'OCDE, le G20 ou Singapour, ou des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs États de l'UE sont membres dès lors que, si la Société, le cas échéant, détiendra, pour le compte de chaque Compartiment concerné, les titres appartenant à au moins six émissions différentes. Les titres appartenant à une émission ne peuvent pas excéder 30 % des actifs nets totaux attribuables à ce Compartiment.

La Société est autorisée (i) à employer des techniques et instruments relatifs à des valeurs mobilières cessibles pour autant que ces techniques et instruments soient utilisés dans un but de gestion efficiente du portefeuille, (ii) à employer des techniques et instruments destinés à fournir une protection contre les risques de change dans le cadre de la gestion de ses actifs et engagements et (iii) à remplacer l'OPCVM maître par un de ses Compartiments OPCVM nourriciers.

Le conseil d'administration peut, à tout moment qu'il juge approprié, aux conditions et dans les limites prévues par la Loi et les réglementations luxembourgeoises pertinentes et conformément aux dispositions énoncées dans le prospectus, (i) créer un Compartiment décrit comme un OPCVM nourricier ou un OPCVM maître, (ii) convertir un Compartiment existant en un OPCVM nourricier ou un Compartiment OPCVM maître, (iii) remplacer l'OPCVM maître par un de ses Compartiments OPCVM nourricier.

Chaque Compartiment peut, sous réserve des conditions prévues dans les documents de vente, souscrire, acquérir et/ou vendre les titres devant être émis ou émis par un ou plusieurs Compartiments de la Société concernant la souscription, l'acquisition et/ou la détention par une société de ses propres actions, toutefois à la condition que :

- le Compartiment cible n'investisse pas, à son tour, dans le Compartiment investi dans ce Compartiment cible ;
- au maximum 10 % des actifs du Compartiment cible dont l'acquisition est envisagée puissent, en vertu des Statuts, être investis au total dans les titres des autres Compartiments cibles de la même Société ;
- les droits de vote, le cas échéant, assortis aux titres concernés soient suspendus tant qu'ils sont détenus par le Compartiment concerné et sans préjudice du traitement approprié dans les comptes et rapports périodiques ; et
- dans tous les cas, tant que ces titres sont détenus par la Société, leur valeur ne sera pas prise en considération pour le calcul des actifs nets de la Société afin de vérifier le seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi ;
- il n'existe aucun doublon des frais de gestion/souscription ou rachat entre ceux au niveau du Compartiment de la Société ayant investi dans le Compartiment cible, et ce Compartiment cible.

Art. 19. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou directeurs de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme ou par le fait qu'ils seraient administrateurs, associés, directeurs ou employés de cette autre société ou firme. L'administrateur ou directeur de la Société qui est administrateur, directeur ou employé d'une société ou

firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires ne sera pas, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des questions en relation avec ces contrats ou autres affaires.

Au cas où un administrateur ou directeur de la Société a, dans quelque affaire de la Société, un intérêt opposé à celle-ci, cet administrateur ou directeur devra informer le conseil d'administration de cet intérêt opposé et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette affaire. Rapport en devra être fait à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme « intérêt opposé » tel qu'il est utilisé à la phrase précédente ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute personne, société ou entité juridique que le conseil d'administration pourra déterminer, à l'occasion, à son entière discrétion.

Art. 20. Indemnisation des Administrateurs. La Société pourra indemniser tout administrateur ou directeur, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tout procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur ou de directeur de la Société ou pour actif été, à la demande de la Société, administrateur ou directeur de toute autre société, dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf au cas où dans le cadre de ces actions ou procès il serait finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat que l'administrateur ou directeur en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas les autres droits dont peut jouir celui-ci.

Art. 21. Réviseurs d'Entreprises Agréés. L'assemblée générale des actionnaires nommera un réviseur d'entreprises agréé qui accomplira les devoirs prévus par la Loi.

Le réviseur d'entreprises agréé sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Le réviseur d'entreprises agréé en fonction peut être révoqué, à tout moment, par les actionnaires avec ou sans motif.

Titre IV. Assemblées Générales - Exercice Comptable - Distributions

Art. 22. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelle que soit la catégorie d'actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. De tels avis devront mentionner l'ordre du jour et spécifier l'heure et le lieu de la réunion et les conditions d'admission.

L'assemblée générale des actionnaires peut également être convoquée à la demande des actionnaires représentant au minimum un dixième du capital social.

La convocation à toute assemblée générale des actionnaires peut spécifier que le quorum et la majorité applicables pour cette assemblée générale seront déterminés en référence aux actions émises et en circulation à une certaine date et à une certaine heure précédant l'assemblée générale (la « **Date de Référence** »), alors que le droit d'un actionnaire à participer à une assemblée générale des actionnaires et à exercer les droits de vote assortis à ses actions sera déterminé en référence aux actions qu'il détient à la Date de Référence.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément au droit luxembourgeois, au siège de la société dans la Ville de Luxembourg, le deuxième mardi du mois d'avril à 11h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale se réunira le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans l'avis de convocation respectif. L'assemblée générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, à la discrétion absolue et définitive du conseil d'administration, ces circonstances exceptionnelles l'exigent (c'est-à-dire, des exigences politiques ou militaires).

L'ordre du jour sera préparé par le conseil d'administration sauf si la réunion est convoquée à la demande écrite des actionnaires, auquel cas, le conseil d'administration pourra préparer un ordre du jour supplémentaire.

Les actionnaires représentant au moins un dixième du capital de la Société pourront demander l'ajout d'un ou de plusieurs sujets à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Une telle demande devra être envoyée au siège social de la Société par courrier recommandé cinq jours au plus tard avant la date de l'assemblée générale concernée.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et actifs eu connaissance au préalable de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut agir sans convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire, en lui conférant un pouvoir par procuration écrite, par câble ou télégramme, télex ou facsimilé.

Les actionnaires participant à une réunion par vidéoconférence ou tout autre moyen de communication permettant leur identification sont considérés comme étant présents pour le calcul des quorums et votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes de participer à la réunion, de s'entendre les unes les autres en permanence et doivent permettre une participation effective de toutes ces personnes à la réunion.

Chaque actionnaire peut voter à l'aide de formulaires de vote envoyés par la poste ou par facsimilé au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée dans la convocation. Les actionnaires peuvent uniquement utiliser les formulaires de vote fournis par la Société et qui mentionnent au minimum le lieu, la date et l'heure de la réunion, l'ordre du jour de la réunion, la proposition soumise à la délibération de l'assemblée, tout

comme pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter concernant chaque résolution proposée en cochant la case appropriée.

Les formulaires de vote ne montrant ni un vote pour ni un vote contre la résolution proposée, ni une abstention, sont nuls. La Société prendra uniquement en compte les formulaires de vote reçus avant l'assemblée générale à laquelle ils se rapportent.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales des actionnaires.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les questions requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Art. 23. Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions.

Les actionnaires de la (des) catégorie(s) d'actions émise(s) relativement à un Compartiment peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des questions ayant trait uniquement à ce Compartiment.

En outre, les actionnaires de toute catégorie d'actions peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des questions ayant trait exclusivement à cette catégorie.

Les dispositions de l'Article 22 s'appliquent de la même manière à ces assemblées générales.

Chaque action donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents Statuts.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment ou d'une catégorie d'actions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Art. 24. Liquidation et Fusion de Compartiments ou de Catégories d'Actions.

Au cas où le conseil d'administration estime qu'il est dans l'intérêt des actionnaires d'un Compartiment donné ou qu'un changement dans la situation économique ou politique relative à ce Compartiment l'exige, le conseil d'administration peut décider de liquider un Compartiment. La décision de liquidation sera notifiée aux actionnaires concernés avant la date de prise d'effet de la liquidation et la notification mentionnera les motifs et les procédures des opérations de liquidation. Sauf si le conseil d'administration en décide autrement dans l'intérêt des actionnaires du Compartiment concerné, les actionnaires peuvent continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions sur la base de la valeur nette d'inventaire applicable, en tenant compte des frais de liquidation estimés. Les actifs ne pouvant être distribués à leurs bénéficiaires à la

réalisation de la liquidation du Compartiment seront déposés auprès de la Caisse de Consignation pour le compte de leurs bénéficiaires.

De plus, le conseil d'administration peut décider, conformément aux procédures énoncées au Chapitre 8 de la loi du 17 décembre 2010, de fusionner tout Compartiment avec un autre OPCVM ou un compartiment au sein de cet OPCVM (établi au Luxembourg ou dans tout autre État Membre ou si cet OPCVM est constitué en tant que société ou est un fonds de type contractuel) en vertu des dispositions de la Directive 2009/65/CE.

Le conseil d'administration aura compétence pour décider de la date d'effet d'une telle fusion. Si une fusion requiert l'approbation des actionnaires en vertu des dispositions de la Loi, l'assemblée des actionnaires décidant par une majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés au cours de l'assemblée, a compétence pour approuver la date d'effet de cette fusion. Aucune exigence de quorum ne s'appliquera. Seule l'approbation des actionnaires du Compartiment concerné par la fusion sera requise.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à un Compartiment étant soit un OPCVM absorbé soit un OPCVM absorbeur dans le cadre d'une fusion internationale et nationale.

Une fusion ayant pour résultat que la Société cesse d'exister doit être votée au cours d'une assemblée générale des actionnaires et certifiée par un notaire. Il n'existera aucune exigence de quorum pour une telle assemblée générale des actionnaires qui prendra sa décision par une résolution adoptée par une majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant au cours de cette assemblée.

Art. 25. Exercice Comptable. L'exercice comptable de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente décembre de la même année.

Art. 26. Distributions. Dans les limites légales et suivant la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires de la (des) catégorie(s) d'actions émise(s) relativement à un Compartiment déterminera l'affectation des résultats de ce Compartiment et pourra, à l'occasion, déclarer ou autoriser le conseil d'administration à déclarer des distributions.

Pour toute catégorie d'actions ayant droit à des distributions, le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires, en respectant les conditions prévues par la loi.

Le paiement de toutes distributions se fera pour les actionnaires à leur adresse portée au registre des actionnaires.

Les distributions pourront être payées en toute monnaie choisie par le conseil d'administration et en temps et lieu qu'il décidera.

Le conseil d'administration pourra décider de distribuer des dividendes d'actions au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées par le conseil.

Toute distribution déclarée qui n'aura pas été réclamée par son bénéficiaire dans les cinq ans suivant son attribution, ne pourra plus être réclamée et reviendra au Compartiment correspondant à la (aux) catégorie(s) d'actions concernée(s).

Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Titre V. Dispositions Finales

Art. 27. Dépositaire. Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (le « Dépositaire »).

Le Dépositaire aura les pouvoirs et responsabilités tels que prévus par la Loi.

Si le Dépositaire désire se retirer, le conseil d'administration s'efforcera de trouver un remplaçant dans les deux mois suivant la date à laquelle la démission devient effective. Les administrateurs peuvent dénoncer le mandat du Dépositaire, mais ne pourront le révoquer que si un remplaçant a été trouvé.

Art. 28. Dissolution de la Société. La Société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 30 ci-dessous.

La question de la dissolution de la Société doit de même être soumise par le conseil d'administration à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum tel que prévu à l'Article 5 des présents Statuts. L'assemblée générale délibère sans qu'un quorum ne soit requis et décide à la majorité simple des votes des actions représentées au cours de l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'Article 5 des présents Statuts ; dans ce cas, l'assemblée générale délibère sans qu'un quorum ne soit requis et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des votes des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de sorte que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours suivant la constatation que les actifs nets de la Société sont devenus inférieurs aux deux tiers ou respectivement au quart, du capital minimum.

Art. 29. Liquidation. La liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 30. Modifications des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 31. Déclaration. Les mots, bien qu'écrits au masculin englobent également le genre féminin, les mots « personnes » ou « actionnaires » englobent également les

sociétés, associations et tout autre groupe de personnes constitué ou non sous forme de société.

Art. 32. Loi Applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales ainsi qu'à la Loi, tel que ces lois ont été ou seront modifiées par la suite.